

**Caisse d'Epargne et de Prévoyance Côte d'Azur**  
455 Promenade des Anglais  
06200 Nice

# Rapport de révision

**Cabinet Montiel Laborde**

Réviseur coopératif

14 rue Portalis 75008 PARIS - R.C.S. PARIS D 349 954 636

cabinet@montiel-laborde.fr Tél. 01 45 22 06 35

**Caisse d'Epargne et de Prévoyance Côte d'Azur**  
**455 Promenade des Anglais**  
**06200 Nice**

## **Rapport de révision**

Aux Sociétaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport de révision coopérative, qui concerne l'exercice du 1<sup>er</sup> janvier 2017 au 31 décembre 2017.

La Caisse d'Epargne et de Prévoyance Côte d'Azur, nous a confirmé par une lettre de mission signée par son Président du Directoire, les termes et conditions de la mission de révision coopérative, telle que définie par les articles 25-1 à 25-5 de la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 et les décrets n° 2015-706 du 22 juin 2015 et 2015-800 du 1<sup>er</sup> juillet 2015.

Tous les documents nécessaires à la réalisation de notre mission ont été mis à notre disposition, et nous avons pu organiser les entretiens avec les personnes que nous souhaitions rencontrer pour accomplir notre mission.

Notre mission s'est déroulée conformément aux textes en vigueur et selon le cahier des charges adopté par le Conseil Supérieur de la Coopération pour les Banques Mutualistes ou Coopératives.

L'ensemble des analyses et examens que nous avons effectués, conformément aux prescriptions légales, est consigné dans nos dossiers et documents de travail.

## Table des matières

I.	Fiche descriptive des entités révisées .....	4
1.	Informations préalables.....	4
2.	Indicateurs clés.....	5
3.	Textes de référence.....	5
4.	Périmètre de la révision coopérative.....	5
II.	Analyse de la conformité et de la pratique.....	6
1.	Adhésion volontaire et ouverte à tous .....	6
2.	Double qualité : principe .....	6
3.	Gouvernance démocratique .....	7
3.1	Assemblée générale .....	7
3.2	Autres organes de gouvernance.....	7
3.3	Diffusion de l'information.....	8
4.	Participation économique des membres .....	9
5.	Affectation des excédents d'exploitation .....	9
6.	La formation des administrateurs et l'information des membres.....	9
7.	La coopération avec les autres coopératives .....	10
III.	Mission, opinion et synthèse des observations et recommandations.....	11
1.	Mission.....	11
2.	Opinion.....	12
3.	Synthèse des observations et recommandations .....	12

# I. Fiche descriptive des entités révisées

## 1. Informations préalables

Dénomination sociale	Caisse d'Epargne et de Prévoyance Côte d'Azur
Adresse du siège social	455 Promenade des Anglais 06200 Nice
Forme juridique	Banque coopérative, société anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance
Date de clôture	31 décembre 2017
Nombre de Sociétés Locales d'Epargne (au 31/12/17)	8
Nombre de départements sur le territoire de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance	2
Nombre de sociétaires (au 31/12/17)	175.959
Nature de l'activité	<p>La Caisse d'Epargne et de Prévoyance a pour objet toutes opérations de banque, de services d'investissement et d'intermédiation en assurance effectuées avec ses sociétaires, les sociétaires des Sociétés Locales d'Epargne qui lui sont affiliées et avec les tiers.</p> <p>Elle peut également effectuer toutes opérations connexes aux opérations de banque et de services d'investissement, exercer l'activité d'intermédiaire ou d'entremise dans le domaine immobilier, prendre toutes participations et, généralement, effectuer toutes opérations pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet ci-dessus de nature à favoriser son développement.</p> <p>Dans le cadre de l'article L.512-85 du code monétaire et financier, la Caisse d'Epargne et de Prévoyance assure la promotion et la collecte de l'épargne ainsi que le développement de la prévoyance pour satisfaire notamment les besoins collectifs et familiaux.</p>
Présidente du COS	Françoise LEMALLE
Président du Directoire	François CODET

## 2. Indicateurs clés

	2016	2017
Produit Net bancaire en K€	341.101	353.595
Résultat en K€	68.985	82.184
Total bilan en K€	16.137.889	17.550.673
Capital souscrit en K€	395.034	395.034
Capitaux propres Hors FRBG en K€	1.054.158	1.130.417
Nombre de sociétaires	181.033	175.959
Valeur nominale de la part sociale de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance en €	20	20
Valeur nominale de la part sociale des Sociétés Locale d'Epargne en €	20	20

## 3. Textes de référence

### Textes applicables à la révision coopérative et aux coopératives bancaires

#### Cadre générale

- Articles 25-1 à 25-5 de la loi n°47-1775 du 10 septembre 1947
- Décret n° 2015-706 du 22 juin 2015
- Décret n° 2015-800 du 1<sup>er</sup> juillet 2015

#### Cadre sectoriel

- Article 2 de la loi n°47-1775 du 10 septembre 1947 :
- Article R. 512-1 du Code monétaire et financier
- Article L. 512-92 du Code monétaire et financier
- Ensemble des dispositions législatives et réglementaires du Code monétaire et financier applicables aux différentes banques mutualistes et coopératives

## 4. Périmètre de la révision coopérative

En application des dispositions de l'article R. 512-1 du Code monétaire et financier, les banques mutualistes et coopératives Régionales et les coopératives qui leurs sont affiliées, sont tenues de se soumettre à la révision coopérative sur une base consolidée au niveau de leurs entités Régionales pour l'ensemble de leurs coopératives affiliées après avoir procédé par sondage au niveau local.

Dans le cadre de nos travaux, les Sociétés Locales d'Epargne suivantes ont été sélectionnées :

- Ville de Nice Ouest, présente dans le département des Alpes-Maritimes,
- Val d'Argens, présente dans le département du Var.

## II. Analyse de la conformité et de la pratique

Nos travaux s'appuient sur la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 (ci-dessous dénommée loi de 1947) relatives aux principes coopératifs généraux, ainsi que sur les articles du Code monétaire et financier applicables aux banques mutualistes et coopératives, ainsi que sur l'article L.512-92 du code monétaire et financier, applicables aux Sociétés Locales d'Epargne affiliées à une Caisse d'Epargne et de Prévoyance.

### 1. Adhésion volontaire et ouverte à tous

Les travaux que nous avons effectués, conformément aux textes en vigueur, précédemment cités, et au cahier des charges pour les sociétés agréées en qualité de banques mutualistes ou coopératives, ont porté sur les points suivants :

- **L'adhésion** d'un sociétaire : nous n'avons pas décelé d'anomalie sur ;
  - les qualités requises pour adhérer, compte tenu de l'objet social et de la composition du sociétariat de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance et des Sociétés Locales d'Epargne,
  - les modalités de souscription au capital social et les modalités de sa libération ;
- Le **retrait** et le **remboursement** d'un sociétaire : L'article des statuts des Sociétés Locales d'Epargne relatif au « remboursement des parts » est bien appliqué. Le remboursement des parts sociales s'effectue à la valeur nominale.
- **L'exclusion** d'un sociétaire : la procédure d'exclusion est déclenchée sur des motifs sérieux et légitime, et respecte, le cas échéant, la procédure décrite dans les statuts de la Société Locale d'Epargne
- La **radiation** d'un sociétaire : L'article des statuts des Sociétés Locales d'Epargne relatif à la radiation des sociétaires permet le cas échéant, et sur des motifs sérieux et légitimes, le déclenchement d'une procédure dédiée,
- La **gestion du capital** : l'examen des modalités de souscription et de remboursement n'a pas mis en évidence de non-conformité au regard des dispositions légales et statutaires.

### 2. Double qualité : principe

La double qualité du sociétaire, à la fois client de la banque et détenteur de parts sociales est principalement analysée au niveau des Sociétés Locales d'Epargne.

Les travaux que nous avons effectués, conformément aux textes en vigueur, précédemment cités, et au cahier des charges pour les sociétés agréées en qualité de banque mutualiste ou coopérative, n'ont pas révélé d'anomalie ou de dysfonctionnement significatif. Les déposants et/ou emprunteurs peuvent devenir sociétaires s'ils respectent les dispositions statutaires de la Société Locale d'Epargne.

Le ratio « Nombre de sociétaires / Nombre de clients » pour la Caisse d'Epargne et de Prévoyance est de 21 %, contre 23 % au niveau national pour l'ensemble des Caisses d'Epargne et de Prévoyance.

	Caisse d'Epargne et de Prévoyance	Au niveau national
Nombre de sociétaires au 31/12/17	175.959	4.717.905
Total clients	831 581	20.200.000
Nombre de sociétaires / nombre de clients	21%	23 %

**Recommandation :**

- Des indicateurs de satisfaction élus et sociétaires pourraient être mis en place. Ces indicateurs permettraient notamment d'évaluer les attentes et les besoins des élus et des sociétaires au sein des Sociétés Locales d'Epargne

### 3. Gouvernance démocratique

#### 3.1 Assemblée générale

Les travaux que nous avons effectués, conformément aux textes en vigueur, précédemment cités, et au cahier des charges pour les sociétés agréées en qualité de banques mutualistes ou coopératives, n'ont pas révélé d'anomalie ou de dysfonctionnement significatif quant :

- Au respect de la règle de vote indiquée dans les statuts lors des Assemblées Générales de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance,
- Au respect du principe une personne, une voix dans les Assemblées Générales de Sociétés Locales d'Epargne,
- Au respect de la réunion une fois par an de l'Assemblée Générale,
- Au respect des règles de convocation, de tenue des réunions, de quorum et de majorité conformément aux règles statutaires,
- A la transmission des informations nécessaires à la prise de décisions et à leur communication conformément aux dispositions applicables aux banques mutualistes,
- Aux dispositions permettant de favoriser la participation des sociétaires.

#### 3.2 Autres organes de gouvernance

Les travaux que nous avons effectués, conformément aux textes en vigueur et au cahier des charges pour les sociétés agréées en qualité de banques mutualistes ou coopératives, n'ont pas révélé d'anomalie ou de dysfonctionnement significatif quant au fonctionnement du Conseil d'Orientation et de Surveillance et du Directoire pour la Caisse d'Epargne et de Prévoyance et du Conseil d'Administration pour les Sociétés Locales d'Epargne, et notamment sur les points suivants :

- Respect de la durée des mandats
- Respect de la procédure de nomination
- Exercice des fonctions d'administrateurs à titre bénévole
- Accession à la fonction d'administrateur

### Bonnes pratiques de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance :

- Un filigrane nominatif est apposé pour les documents transmis numériquement aux différents intervenants (procès-verbaux, documents de préparation du Conseil ou des Comités...).
- La Caisse d'Epargne et de Prévoyance envoie systématiquement aux membres une présentation synthétique des sujets qui seront abordés lors du prochain Conseil d'Orientation et de Surveillance afin de leur permettre de mieux appréhender les enjeux des décisions à prendre.
- La Caisse d'Epargne et de Prévoyance organise une « conférence des SLE » deux à trois fois par an, afin d'échanger sur leurs rôles et les attentes des Présidents et Vice-Présidents des Sociétés Locales d'Epargne

### Recommandations :

- Des rencontres individuelles entre chaque membre du Conseil d'Orientation et de Surveillance et le Président du Conseil d'Orientation et de Surveillance pourraient être organisées régulièrement. Ces échanges permettraient notamment de dresser un bilan de l'année écoulée pour les membres du Conseil d'Orientation et de Surveillance et deviendraient un moment privilégié de rencontre entre le président et les membres du Conseil d'Orientation et de Surveillance.
- Dans les Sociétés Locales d'Epargne, l'âge limite pour l'exercice des fonctions d'administrateur est fixé statutairement à 75 ans. Une réflexion pourrait être engagée, au niveau national, afin de réduire cet âge et ainsi permettre un rajeunissement des Conseils d'Administration des Sociétés Locales d'Epargne.
- La mise en œuvre du vote à distance pour les sociétaires des Sociétés Locales d'Epargne pourrait présenter une certaine utilité pour accroître le taux de participation aux assemblées générales et aussi être plus en adéquation avec les nouveaux moyens de communication.
- La création d'un comité jeune composé de sociétaires et de non sociétaires pourrait contribuer à identifier les moyens de sensibiliser les jeunes à l'intérêt d'être sociétaire d'une banque mutualiste.

### 3.3 Diffusion de l'information

Les travaux que nous avons effectués, conformément aux textes en vigueur et au cahier des charges pour les sociétés agréées en qualité de banques mutualistes ou coopératives, n'ont pas révélé d'anomalie ou de dysfonctionnement significatif sur la diffusion de l'information :

- Les sociétaires ont un égal accès aux informations sur la gestion dans les conditions légales,



- Les sociétaires de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance et des Sociétés Locales d'Epargne ont accès aux éventuelles modifications apportées aux statuts

#### 4. Participation économique des membres

Les travaux que nous avons effectués, conformément aux textes en vigueur et au cahier des charges pour les sociétés agréées en qualité de banques mutualistes ou coopératives, n'ont pas révélé d'anomalie ou de dysfonctionnement significatif quant à :

- L'objet social
- L'utilisation des services proposés

Ces travaux ont été réalisés principalement au sein des Sociétés Locales d'Epargne, bien que le suivi de la participation économique des sociétaires soit réalisé par les services de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance.

#### Bonne pratique de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance :

- Dans chaque agence, un espace « sociétaires » existe permettant de communiquer sur le modèle mutualiste. De plus, un club des sociétaires ([www.club-des-societaires.fr](http://www.club-des-societaires.fr)) permet de bénéficier de nombreuses réductions régionales et nationales.

#### 5. Affectation des excédents d'exploitation

Les travaux que nous avons effectués, conformément aux textes en vigueur et au cahier des charges pour les sociétés agréées en qualité de banques mutualistes ou coopératives pour la Caisse d'Epargne et de Prévoyance et les Sociétés Locales d'Epargne, n'ont pas révélé d'anomalie ou de dysfonctionnement significatif relatif à l'affectation des excédents et notamment :

- La dotation des réserves légale et statutaire est conforme aux statuts et aux dispositions spécifiques de l'article R512-92 du Code Monétaire et Financier.
- La rémunération des parts sociales respecte le plafond législatif en vigueur.

#### 6. La formation des administrateurs et l'information des membres

Les travaux que nous avons effectués, conformément aux textes en vigueur et au cahier des charges pour les sociétés agréées en qualité de banques mutualistes ou coopératives, n'ont pas révélé d'anomalie ou de dysfonctionnement significatif :

- Concernant la Caisse d'Epargne et de Prévoyance, des formations sont définies pour les membres du Conseil d'Orientation et de Surveillance dans le cadre d'un plan de formation. Ces formations sont dispensées notamment par la Fédération Nationale des Caisses d'Epargne.
- Les membres du Conseil d'Orientation et de Surveillance de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance et les administrateurs des Sociétés Locales d'Epargne bénéficient d'informations nécessaires à l'exercice de leurs missions.

#### Recommandation :

- La banque mutualiste pourrait mieux informer ses sociétaires et ses clients sur ses caractéristiques de banques mutualistes et ses actions sur le territoire par le biais de « réunions sociétaires » dans les agences. Ces actions permettraient une mise en avant du modèle coopératif.

### 7. La coopération avec les autres coopératives

Nous n'avons pas de remarque particulière à formuler sur la coopération entre votre Caisse d'Epargne et de Prévoyance et son environnement coopératif. La Caisse d'Epargne et de Prévoyance et ses Sociétés Locales d'Epargne sont fortement impliquées au niveau de leur territoire sur le plan économique et social.

#### Bonne pratique de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance :

- Des échanges entre la Fédération Nationale des Caisses d'Epargne et entre les différentes Caisses d'Epargne et de Prévoyance interviennent régulièrement afin d'homogénéiser les actions et le fonctionnement du Groupe.

### III. Mission, opinion et synthèse des observations et recommandations

#### 1. Mission

Les intervenants sur la mission de révision coopérative sont

- Monsieur Philippe Fourquet, Expert-Comptable diplômé, Commissaire aux Comptes, Président de PHF Conseils (5 impasse de la Vallée 44120 Vertou) et agréé réviseur pour les banques coopératives et mutualistes.
- Monsieur Arnaud Hamette, Expert-Comptable diplômé, Directeur de Mission au cabinet Montiel-Laborde (14 rue Portalis 75008 Paris) agréé réviseur pour les banques coopératives et mutualistes

Le référent désigné au sein de la banque mutualiste est Catherine Blancal.

Notre mission s'est déroulée en plusieurs étapes :

- Echange téléphonique et par mail sur le déroulement de la mission. Durant ces échanges l'environnement de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance et de ses Sociétés Locales d'Epargne nous a été présenté. Cet échange a permis d'arrêter le nombre et le nom des Sociétés Locales d'Epargne révisées.
- Communication en juin 2018 de la liste des documents à nous communiquer ainsi que des questionnaires de révision coopérative (QRC) pour la Caisse d'Epargne et de Prévoyance et pour les Sociétés Locales d'Epargne sélectionnées
- Les documents demandés pour la Caisse d'Epargne et de Prévoyance, pour les Sociétés Locales d'Epargne ainsi que les QRC complétés nous ont été transmis mi-juillet 2018.
- Traitement à distance des éléments transmis afin notamment de valider la conformité des statuts de la banque mutualiste avec les prescriptions légales et réglementaires
- A partir des réponses aux QRC et des documents transmis, nous avons pu identifier comment pratiquement les règles et principes de la coopération étaient mis en œuvre au sein de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance et de ses Sociétés Locales d'Epargne.
- Intervention dans les locaux de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance le 5 décembre 2018 où nous avons pu rencontrer et échanger sur le fonctionnement et leur vision du mutualisme avec les interlocuteurs suivants :
  - Mme Françoise Lemalle, Présidente du Conseil d'Orientation et de Surveillance,
  - M. Roland de Barnier, Président de la SLE Ville de Nice Ouest,
  - Catherine Blancal, Secrétaire Général
  - Mme Cathy Nicollet, responsable vie coopérative

## 2. Opinion

Nous avons effectué nos travaux conformément aux textes en vigueur et au cahier des charges pour les sociétés agréées en qualité de banques mutualistes ou coopératives.

Notre analyse se fonde sur l'examen des documents qui nous ont été fournis et sur les entretiens, téléphoniques ou physiques, que nous avons pu avoir avec les interlocuteurs dédiés et les élus.

Nous n'avons pas relevé d'éléments remettant en cause la conformité de l'organisation et du fonctionnement de votre Caisse d'Epargne et de Prévoyance et de ses Sociétés Locales d'Epargne aux **principes et règles de la Coopération et à l'intérêt des sociétaires ainsi qu'aux règles spécifiques applicables.**

## 3. Synthèse des observations et recommandations

Sans remettre en cause notre opinion sur la conformité de l'organisation et du fonctionnement aux principes et aux règles coopératives et à l'intérêt des adhérents ainsi qu'aux règles coopératives spécifiques, les points suivants ont été relevés ;

### Recommandations :

- **Des indicateurs de satisfaction élus et sociétaires** pourraient être mis en place. Ces indicateurs permettraient notamment d'évaluer les attentes et les besoins des sociétaires au sein des Sociétés Locales d'Epargne
- **Rencontres Président et membres du Conseil d'Orientation et de Surveillance :** Des rencontres individuelles entre chaque membre du Conseil d'Orientation et de Surveillance et le Président du Conseil d'Orientation et de Surveillance pourraient être organisées régulièrement. Ces échanges permettraient notamment de dresser un bilan de l'année écoulée pour les membres du Conseil d'Orientation et de Surveillance et deviendraient un moment privilégié de rencontre entre le président et les membres du Conseil d'Orientation et de Surveillance.
- **Abaissement de la limite d'âge des administrateurs** : Dans les Sociétés Locales d'Epargne, l'âge limite pour l'exercice des fonctions d'administrateur est fixé statutairement à 75 ans. Une réflexion pourrait être engagée au niveau national afin de réduire cet âge et ainsi permettre un rajeunissement des Conseils d'Administration des Sociétés Locales d'Epargne.
- La **création d'un comité jeune** composé de sociétaires et de non sociétaires pourrait contribuer à identifier les moyens de sensibiliser les jeunes à l'intérêt d'être sociétaire d'une banque mutualiste.

- **Mise en place du vote à distance pour les Assemblées Générales des Sociétés Locales d'Épargne** : La mise en œuvre du vote à distance pour les sociétaires des Sociétés Locales d'Épargne pourrait présenter une certaine utilité pour accroître le taux de participation aux assemblées générales et aussi être plus en adéquation avec les nouveaux moyens de communication.

Paris, le 20 Mars 2019

Jean-Luc MONTIEL

Réviseur agréé